

## Alex Callinicos

Professeur de politique à l'université d'York. Derniers livres parus : *Equality*, Polity Press, Cambridge, 2000, et *Against the Third Way*, Polity Press, Cambridge, 2001.

### Du *Pouvoir constituant* à *Empire* : Toni Negri en perspective

*(Cet article est la traduction de la seconde partie d'un article plus long d'Alex Callinicos paru dans la revue International Socialism, n° 92, été 2001. Il constitue une sorte de réplique à l'article de Michaël Hardt et Toni Negri publié dans le n° 2 de ContreTemps. La première partie revenait sur la formation et l'évolution de la pensée de Toni Negri au fil des épreuves de la gauche italienne dans les années soixante-dix, jusqu'à son exil en France et à la publication de Marx au-delà de Marx dont Callinicos fait une critique serrée. La seconde partie de l'article, reprise ici, traite des deux derniers livres importants de Negri en rapport avec l'essor du mouvement antimondialisation et avec les manifestations de Gênes.)*

**Marx au-delà de Marx constituait une impasse pour la pensée de Negri.** Il s'y efforçait d'articuler les principes d'un mouvement politique qui venait d'essuyer à la fin des années soixante-dix une défaite écrasante. Dans ses écrits des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, dont *Empire* est l'aboutissement, Negri a donc tenté de remanier et développer la thématique de *Marx au-delà de Marx*. Ces textes, qui concernent l'histoire de la pensée politique moderne, présentent un intérêt intrinsèque mais ils servent aussi à reconstruire la problématique de Negri. Dans *Marx au-delà de Marx*, il soulignait déjà ce qu'il appelle « le principe de constitution ». Il entend par là la capacité créatrice de la lutte à produire de nouvelles structures qualitativement différentes, qui deviennent à leur tour l'objet de nouveaux combats menant à de nouvelles transformations<sup>1</sup>. Dans ses récents articles, Negri développe cette idée. Il retrace le développement de la notion de « pouvoir constituant » comme capacité collective à faire et à refaire les structures sociopolitiques qui sous-tendent des formes constitutionnelles spécifiques : ce pouvoir trouve son origine dans l'humanisme de la Renaissance et se développe jusqu'à Marx, en passant par la pensée politique moderne (notamment chez Machiavel et Spinoza) et par une élaboration de plus en plus claire à l'ère des révolutions. Il s'agit ici du conflit entre deux types de pouvoir, plus précisément de l'opposition entre la « puissance » et le

« pouvoir », autrement dit, entre la puissance créatrice des masses (que Negri nomme de plus en plus « multitude ») et la domination du capital.

Negri propose une conception très abstraite du pouvoir constituant. C'est un pouvoir créatif ou une « puissance d'être », ou, en d'autres termes, une puissance d'engendrer des configurations, des valeurs, des institutions et des ordonnancements du réel. Le pouvoir constituant constitue la société en unissant le social et le politique par un lien ontologique. Selon Negri, Marx aurait vu ce pouvoir constituant à l'œuvre dans la manière dont le capital engendre violemment une nouvelle forme de société à l'époque de l'accumulation primitive, en s'appropriant les capacités de coopération propres à la multitude : « La coopération est en effet la pulsion vivante et productive de la multitude [...] La coopération est innovation et richesse. Elle constitue la base du surplus créatif qui définit l'expression de la multitude. C'est sur l'abstraction, l'aliénation et l'expropriation de la multitude que s'édifie le rapport de domination<sup>2</sup>. » Chez Marx, le travail coopératif que s'approprie et qu'exploite le capital est bien sûr celui de la classe ouvrière. En reformulant la thématique de Marx dans un vocabulaire philosophique plus abstrait, Negri tire parti de ses résonances (par exemple de l'idée que le capital parasite les pouvoirs créateurs d'autrui) tout en s'éloignant d'une position de classe. Mais la tendance à absolutiser la subjectivité des masses, déjà présente dans les écrits des années soixante-dix, est toujours là : « Toute pratique du pouvoir constituant, du début à la fin, de ses origines à sa crise, révèle la tension de la multitude qui tend à s'ériger en sujet absolu du processus de sa propre puissance<sup>3</sup>. » Negri va cependant au-delà du subjectivisme de ses écrits antérieurs lorsqu'il pose la question de savoir comment « un sujet adéquat à la procédure absolue » du pouvoir constituant peut être reconnu. La réponse est à chercher, dit-il, dans les œuvres du second Foucault, et en particulier dans *Histoire de la sexualité* : « L'homme tel que le décrit Foucault apparaît comme une totalité de résistances qui libère une capacité de libération absolue, au-delà de toute finalité qui ne soit l'expression de la vie elle-même et de sa reproduction. C'est la vie qui se libère elle-même en l'homme et qui s'oppose à tout ce qui tend à la limiter et à la contraindre »<sup>4</sup>.

Lorsqu'elle parvient à se constituer en sujet absolu de l'histoire, la multitude est donc une expression de la vie. Negri cherche ainsi à fonder son subjectivisme sur une espèce de vitalisme – autrement dit, sur une théorie métaphysique qui voit l'entièreté du monde physique et social comme l'expression d'une force vitale sous-jacente. Sur ce point, Negri doit moins en vérité à Foucault, qui reste évasif si ce n'est confus quant aux implications philosophiques de sa théorie du pouvoir, qu'à une autre grande figure du poststructuralisme français, Gilles Deleuze. Et particulièrement à *Mille Plateaux*, le second

volume de sa collaboration avec Félix Guattari, *Capitalisme et Schizophrénie*. Deleuze conçoit le désir comme une manifestation de la vie qui, bien que constamment cristallisée dans des constellations de pouvoir historiquement spécifiques, tend tout aussi constamment à les surmonter et à les subvertir. Deleuze reconnaît explicitement sa dette envers le philosophe vitaliste du début du xx<sup>e</sup> siècle que fut Henri Bergson. Il est cependant lui un « vitaliste matérialiste », dans la mesure où il reconnaît une vie propre de la matière, dans laquelle elle se fluidifie et s'écoule. La matière a, par conséquent, la même structure que le désir qui déborde en permanence les limites des hiérarchies de pouvoir établies. En conséquence, Deleuze considère le nomade comme le modèle de toute résistance au pouvoir. La logique de l'État est celle de la « territorialisation » qui tend à enfermer le désir dans une constellation de pouvoir et à l'enraciner dans un territoire particulier. La logique du nomade est au contraire celle de la « déterritorialisation », de la transgression des frontières, et du refus de toute cristallisation. La première détermination du nomade est en fait qu'il occupe « un espace lisse ». L'économie du monde capitaliste moderne se caractérise par la même tendance à la déterritorialisation : « Le monde redevient un espace lisse (mer, air, atmosphère) »<sup>5</sup>.

Cet espace lisse est celui de l'« Empire ». Hardt et Negri reconnaissent explicitement leur dette envers *Mille Plateaux*. Plus généralement, Negri utilise le vitalisme deleuzien pour fournir à sa propre version du marxisme la référence philosophique qui lui faisait défaut. Mais le prix est élevé, dans la mesure où ce que propose Deleuze est une sorte de métaphysique hautement spéculative. Les derniers textes de Negri révèlent ainsi ce que Daniel Bensaïd appelle « un étrange mysticisme sans transcendance ». Ce n'est jamais aussi vrai que dans *Empire*. C'est un beau livre dans son genre, joliment écrit, plein de passages lyriques et de points de vue stimulants. Mais il n'en constitue pas moins au bout du compte une œuvre assez bancale.

L'ambition et la complexité d'*Empire* font que je ne peux aborder ici que quelques thèmes, trois plus précisément. Tout d'abord, Hardt et Negri acceptent ce que l'on définit parfois comme la thèse de « l'hyperglobalisation », selon laquelle la mondialisation de l'économie aurait réduit l'État-nation au rôle de simple instrument du capital mondial. Ils écrivent ainsi à propos des firmes multinationales : « Elles structurent directement les territoires et les populations. Elles tendent à faire des États-nations de simples instruments à enregistrer les flux de marchandises, d'argent et de populations qu'elles mettent en mouvement. Les firmes multinationales distribuent directement la force de travail sur les différents marchés ; elles allouent les ressources et organisent hiérarchiquement les différentes branches de la production mondiale. L'appareil complexe qui sélectionne les investissements et dirige les manœuvres

financières détermine la géographie nouvelle du marché mondial ou plutôt la nouvelle structure biopolitique du monde<sup>6</sup>. »

Le déclin de l'État-nation ne signifie cependant pas la disparition du pouvoir politique. Une nouvelle forme de souveraineté émerge, que Hardt et Negri appellent l'Empire : « À la différence de l'impérialisme, l'Empire n'établit pas un centre de pouvoir territorial et n'a pas de frontières établies. C'est un appareil de domination acentrique et déterritorialisé qui englutit l'entièreté de l'espace dans le réseau de ses pouvoirs ouverts et en expansion. L'Empire gère des identités hybrides, des hiérarchies flexibles et des échanges multiples grâce à des réseaux de commande modulables. Les différentes couleurs nationales de la carte impérialiste du monde sont fondues et mêlées dans un arc-en-ciel impérial global<sup>7</sup>. »

Le langage qu'utilisent ici Hardt et Negri – celui de l'« hybridité », de la « pluralité », de la « flexibilité » – est très proche de celui des postmodernistes dont la terminologie vise à véhiculer l'idée selon laquelle nous aurions basculé au-delà du capitalisme et de la polarisation caractéristique entre exploités et exploités. La métaphore du réseau est largement utilisée dans leurs textes plus ou moins apologétiques sur le capitalisme contemporain, où elle sert à évoquer une absence de hiérarchie et de concentration des pouvoirs<sup>8</sup>. La torsion effectuée par Hardt et Negri leur permet de s'approprier de façon critique ce langage et de soutenir qu'il exprime une nouvelle phase de domination capitaliste, opérant non malgré, mais à travers l'hybridité et le multiculturalisme si souvent célébrés comme des traits caractéristiques des sociétés libérales contemporaines : « La fin de la dialectique de la modernité ne signifie pas la fin de la dialectique de l'exploitation. Aujourd'hui, toute l'humanité est pratiquement intégrée ou subordonnée, à un degré ou à un autre, dans les rets de l'exploitation capitaliste<sup>9</sup>. »

Hardt et Negri empruntent à Foucault le terme de « biopolitique » pour désigner les formes de domination qui agissent et façonnent les individus de l'intérieur, en tant que sujets dotés de mobiles spécifiques : « Le pouvoir s'exerce désormais à travers des machines qui organisent directement les cerveaux (par des systèmes de communication et des réseaux d'information) et les corps (par des systèmes de confort, des activités encadrées, etc.), au détriment du sens de la vie et du désir de créativité<sup>10</sup>. » Dans cette perspective, le Big Brother de Channel 4 est plus dangereux que celui d'Orwell, dans la mesure où il nous permet de croire que des comportements hautement stéréotypés et manipulés sont des activités gratifiantes que nous pratiquons par libre choix.

Mais des concepts et des modèles plus anciens sont nécessaires pour saisir la nature du capitalisme contemporain. Le recours croissant à la force pour anéantir les souverainetés nationales au nom de valeurs universelles telles que les

droits de l'homme est symptomatique de l'émergence d'une souveraineté impériale – ou, plus exactement, de sa réapparition. Comme les Grecs et les Romains l'avaient bien compris, l'Empire ne connaît pas de frontières. Il n'appartient pas à un État particulier, même pas aux États-Unis. Dans la guerre du Golfe, ces derniers sont intervenus « non en fonction de leurs propres intérêts, mais au nom du droit international ». Le nouveau trépied des rapports de pouvoir internationaux correspondrait à l'image de l'Empire romain, combinant les traits monarchiques, aristocratiques, démocratiques dépeints par l'historien grec Polybe. Au sommet se trouvent les corps « monarchiques » – les États-Unis, le G7 et autres institutions telles que l'OTAN, le FMI, la Banque mondiale ; vient ensuite une élite d'acteurs « aristocratiques » – tels que les firmes multinationales et les États-nations ; il y a enfin les organes « démocratiques » supposés représenter le peuple : l'assemblée générale de l'ONU, les ONG, etc.<sup>11</sup>.

Deuxièmement, comment Hardt et Negri situent-ils historiquement cette structure ? Ils « insistent sur le fait que l'Empire représente un pas en avant dans le renoncement à toute nostalgie envers les structures de pouvoir antérieures, et dans le refus de toute stratégie visant à rétablir ces arrangements ou à ressusciter l'État-nation pour se protéger du capital global. » Bien qu'ils comparent cette position à celle de Marx insistant sur la nature historiquement progressive du capitalisme, il y a ici quelque chose de plus : « La multitude a fait naître l'Empire. » À la suite de Foucault, Hardt et Negri appellent « société disciplinaire » issue du New Deal la société dans laquelle l'État et le capital régissent la société dans son ensemble. C'est elle qui est entrée en crise à la fin des années soixante sous l'effet des attaques anticapitalistes ou prolétariennes contre le système capitaliste international<sup>12</sup>.

Ces affirmations sur les origines de l'Empire donnent une version accentuée de la théorie volontariste de la crise qui fut celle de Negri dans les années soixante-dix : « Le pouvoir du prolétariat impose des limites au capital, mais dicterait aussi les termes et la nature de sa transformation. Le prolétariat invente réellement les formes sociales et productives que le capital sera obligé d'adopter à l'avenir. » Dans le cas de l'Empire, la classe ouvrière américaine aurait joué un rôle d'avant-garde : « Maintenant, en termes de changement de paradigme dans l'organisation capitaliste internationale, le prolétariat américain apparaît comme la figure subjective qui exprime le mieux les désirs et les besoins du travailleur international ou multinational<sup>13</sup>. »

Cette thèse générale s'inscrit dans le prolongement de ce que fut l'« opéraïsme », une trentaine d'années avant l'apparition d'Empire. Mario Tronti soutenait alors que le capital développe une compréhension de ses propres intérêts grâce à l'initiative du travail, et que « les travailleurs européens trouvent sur leur chemin, en tant que modèle de comportement le plus avancé, la

manière de vaincre l'adversaire adoptée par les travailleurs américains des années trente »<sup>14</sup>. Mais le capitalisme keynésien issu des années trente, que Tronti voyait comme le produit d'un pouvoir prolétarien à l'époque du New Deal, c'est celui-là même que, selon Hardt et Negri, la révolte ouvrière des années soixante et soixante-dix aurait balayé pour ouvrir la voie à l'Empire.

Troisièmement, quelle est la condition de la classe travailleuse dans cette nouvelle phase de développement capitaliste ? Hardt et Negri rejettent l'idée selon laquelle elle signifierait la fin de l'exploitation et de l'oppression. La société disciplinaire aurait été remplacée par une « société de contrôle ». Au lieu d'être façonnés par des institutions comme l'école et l'usine, les individus se trouvent désormais soumis à une pression multiforme qui les pousse à se dresser eux-mêmes. En même temps, les nouvelles technologies de l'information ont rendu le travail « immatériel ». La classe ouvrière doit être conçue désormais dans les termes très vagues déjà utilisés par Negri dans les années soixante-dix : « Nous comprenons le prolétariat comme une catégorie large incluant tous ceux dont le travail est directement ou indirectement exploité et assujéti par les rapports capitalistes de production et de reproduction<sup>15</sup>. »

*Empire* maintient ainsi les catégories de l'interprétation du marxisme selon Negri, même si leur contenu est modifié. Le travailleur social par exemple, que Negri concevait dans les années soixante-dix comme un produit de la « société disciplinaire » et de la régulation caractéristique de l'État keynésien, est devenu le produit du nouveau « capitalisme informationnel » : « Aujourd'hui, dans une phase de militantisme ouvrier correspondant aux régimes de production informationnels et postfordistes, émerge la figure du travailleur social. » Mais Hardt et Negri préfèrent utiliser le concept spinozien de multitude pour chercher à analyser les contradictions spécifiques de l'Empire. Là où le capital est devenu effectivement global, il trouve (ainsi que Rosa Luxemburg l'avait annoncé) sa propre limite. Sous l'Empire, « les pouvoirs du travail sont animés par les pouvoirs de la science, de la communication et du langage » et « la vie est ce qui anime et domine toute production ». L'activité sociale comme telle devient à présent une source du surplus économique : « L'exploitation est l'expropriation de la coopération et l'anéantissement du sens de la production langagière. » L'Empire est une formation sociale parasitaire, une forme de corruption dépourvue de toute positivité par opposition à « la productivité fondamentale de l'être » qui s'exprime dans la multitude.

Une fois de plus, nous voyons Negri interpréter les concepts de Marx dans un sens plus lâche, plus métaphorique, compatible avec la métaphysique de Deleuze. Hardt et Negri cherchent ainsi à éliminer le caractère négatif et parasitaire de l'Empire de la façon suivante : « Quand l'action de l'Empire est effective, ce n'est pas du fait de sa propre force, mais parce qu'il y est contraint par

la résistance de la multitude au pouvoir impérial. En ce sens, on peut dire que la résistance prime le pouvoir. » Comme ils le reconnaissent, cette thèse du primat de la résistance par rapport au pouvoir vient directement de Deleuze, pour qui c'est la conséquence de la « productivité fondamentale de la vie ». Autant qu'un essai d'analyse historique concrète, *Empire* est donc une œuvre de philosophie poststructuraliste appliquée.

Il y aurait naturellement beaucoup à dire sur un livre aussi foisonnant et stimulant qu'*Empire*. Je m'en tiendrai à ce qui m'apparaît comme ses faiblesses centrales. Son analyse du capitalisme contemporain reste à la fois très vague, et à certains égards erronée. Hardt et Negri s'inscrivent dans la tradition marxiste des essais sur l'impérialisme, reprenant de Rosa Luxemburg l'argument selon lequel le capitalisme a besoin d'un « extérieur » non capitaliste pour écouler les marchandises que les travailleurs ne peuvent consommer. Mais, à part décréter que l'Empire abolit ce « dehors » en soumettant le monde entier à la domination du capital, ils ne disent guère plus que les généralités philosophiques évoquées sur les crises spécifiques à cette phase de développement. Negri considérerait sans aucun doute « objectiviste » le grand débat suscité parmi les économistes marxistes par l'interprétation de Robert Brenner sur l'histoire du capitalisme d'après-guerre. Mais *Empire* offre bien peu d'orientations à quiconque s'intéresse à savoir sous quelle forme les mécanismes de la crise opèrent aujourd'hui<sup>16</sup>.

Le livre est carrément à côté de la plaque sur l'un de ses points cruciaux. Hardt et Negri nient en effet que le conflit interimpérialiste ait encore la moindre pertinence pour le capitalisme contemporain : « Ce qui fut une concurrence conflictuelle entre plusieurs pouvoirs impérialistes a été remplacé dans une large mesure par l'idée qu'un pouvoir unique les surdétermine tous, les unifie, et les ramène à une notion commune du droit qui est résolument postcoloniale et postimpérialiste. » À la place de l'impérialisme, avec ses différents centres de pouvoir rivaux, nous aurions désormais un réseau de pouvoir impersonnel et acentrique, un espace lisse deleuzien : « Dans cet espace lisse de l'Empire, il n'y a plus de lieu du pouvoir ; il est partout et nulle part. »

On trouve là ce que Wittgenstein aurait considéré comme une petite parcelle de vérité enveloppée d'un vaste nuage métaphysique. Hardt et Negri tendent à définir l'Empire comme une forme de souveraineté. L'enjeu de la souveraineté, c'est la légitimation de l'exercice du pouvoir en termes moraux et légaux. Elle est donc un phénomène idéologique bien qu'elle ait évidemment, comme toute instance idéologique, des effets réels. Il s'est sans aucun doute produit un déplacement dans le champ idéologique. L'idée d'intervention humanitaire prétend ainsi qu'il est permis de violer les droits d'autres États, non sur la base d'intérêts nationaux, mais au nom des droits de l'homme et des besoins huma-

nitaires. Plus largement, le développement de ce qu'on appelle les formes de « gouvernance globale », comme le G7, l'OTAN, l'OMC, suggère que la notion de souveraineté serait devenue hybride, de sorte que les interventions étatiques sont souvent justifiées non sur la base de leurs procédures constitutionnelles nationales, mais plutôt par l'autorité d'une institution internationale.

Cette évolution idéologique ne détermine cependant pas la distribution effective du pouvoir géopolitique. Non seulement les institutions internationales existantes reflètent l'ordre hiérarchique du pouvoir réel, en ce sens qu'elles sont dominées par les puissances capitalistes occidentales, mais elles sont aussi modelées par les conflits entre ces puissances, notamment entre États-Unis, Japon et Europe, cette dernière elle-même étant bien loin d'être homogène. Mêlée à ces premières formes économiques et politiques de compétition intervient la structure géopolitique conflictuelle entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Ignorer la profondeur de ces antagonismes entre centres rivaux du pouvoir, c'est se tromper lourdement sur la nature du monde contemporain. C'est aussi flirter dangereusement avec une vision apologétique de ce monde. Cette tendance constitue au demeurant la deuxième grande faiblesse d'*Empire*. La conception de l'Empire comme un « espace lisse », ou un réseau acentrique dans lequel le pouvoir serait partout et nulle part, n'est pas très loin de l'idée diffusée par les théoriciens de la « troisième voie » comme Anthony Giddens, pour qui la « globalisation politique » accompagnerait la globalisation économique et soumettrait le marché mondial aux formes démocratiques de la « gouvernance globale ». Hardt et Negri critiquent cette idée, mais certaines de leurs formulations la reprennent pourtant dans une intention fort différente. Ainsi Mark Leonard, idéologue blairiste particulièrement stupide, a-t-il publié un entretien enthousiaste avec Negri, où il salue l'affirmation selon laquelle la globalisation constituerait une chance « pour une politique de gauche soucieuse de liberté et de qualité de vie plutôt que d'une quête réductrice d'égalité entre groupes » (ce qui ressemble plus à du Tony Blair qu'à du Toni Negri).

Negri ne saurait certes être responsable des distorsions infligées à ses propres propos, mais il peut être critiqué pour ce qu'il a lui-même déclaré à Leonard : « Le grand changement, c'est l'impossibilité de la guerre entre nations civilisées. Mais ce n'est pas quelque chose dont le mérite revient aux industriels. Cela vient de l'émancipation des classes travailleuses qui ne voulaient plus faire la guerre<sup>17</sup>. » La guerre est certainement devenue improbable au sein du bloc capitaliste occidental pour des raisons trop complexes pour être reprises ici. Mais la crise de l'avion espion en mer de Chine en avril 2001 est symptomatique de tensions géopolitiques en Asie orientale qui peuvent très bien aboutir à des confrontations armées. Deux spécialistes américains des ques-

tions de sécurité ont écrit récemment à propos des tensions entre les États-Unis et la Chine au sujet de Taiwan : « Nulle part ailleurs sur le globe la situation n'est peut-être aussi explosive et la perspective d'un engagement américain aussi réelle. » Negri admettrait probablement que ce type de guerre opposerait des « nations civilisées » entre elles (en supposant que ces termes soient employés ici ironiquement). Hors des pays capitalistes avancés, il n'y a pas le moindre indice que les guerres soient en voie de disparition. Celle qui a ravagé la République démocratique du Congo aurait coûté à elle seule 2,5 millions de vies humaines depuis 1998.

Hardt et Negri sont parfaitement conscients de ces souffrances insupportables. Mais ils soutiennent que les progrès réalisés constituent une victoire de la multitude. Même cette assertion revêt une tonalité apologétique en regard de la propre histoire de Negri. Personne ne peut nier que le capitalisme ait connu une restructuration majeure au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, dont une plus grande intégration du capital global constitue l'un des aspects principaux. Mais est-il juste de considérer si peu que ce soit ces changements comme une conquête de la multitude ? Les percevoir ainsi revient à effacer de l'histoire les défaites réelles qui ont rendu possible cette réorganisation capitaliste, comme les catastrophes de Fiat en 1979-1980, la grande grève des mineurs britanniques de 1984-1985, et tous les combats dans lesquels le capital est parvenu à briser les formes d'organisation ouvrière en réprimant les militants et en rétablissant sa domination là où elle était contestée.

Rappeler cette histoire ne revient nullement à nier, comme le disent Hardt et Negri, que la globalisation, « dans la mesure où elle implique une réelle déterritorialisation des structures d'exploitation et de contrôle, constitue réellement une condition de libération de la multitude<sup>18</sup> ». En un sens, il s'agit là d'une simple reprise de l'abc marxiste : les formes ordinaires du capitalisme constituent le contexte dans lequel se développe la lutte des classes. Mais cela ne signifie pas qu'il faille oublier que le procès par lequel le capitalisme se réforme implique aussi de sérieuses défaites pour la classe travailleuse. Le fait d'éluder ces défaites historiques peut convenir à Negri dans la mesure où cela lui évite d'avoir à expliquer à quel point sa propre théorie politique fut démentie par les épreuves décisives de la fin des années soixante-dix. Un marxisme conséquent ne peut admettre une vision aussi sélective de l'histoire.

La raison la plus importante d'étudier l'histoire des luttes passées, c'est qu'elle contribue à clarifier les questions stratégiques présentes. Mais la troisième grande faiblesse d'*Empire*, c'est de ne proposer à ses lecteurs aucune hypothèse stratégique. Le livre se conclut sur trois revendications pour « un programme politique de la multitude globale » : une « citoyenneté globale »,

« un salaire social et un revenu garanti pour tous », et « le droit de réappropriation »<sup>19</sup>. On peut discuter de la portée de ces revendications. Telles qu'elles sont formulées, la première et la troisième demeurent vagues. La deuxième est un lieu commun du « libéralisme de gauche ». Plus sérieuse cependant est l'absence de la moindre discussion sur la manière de développer un mouvement susceptible de porter un tel programme.

Le vide stratégique d'*Empire* n'est pas un détail. Il révèle certains des présupposés les plus profonds de Hardt et Negri. Dans un passage assez étrange, ils affirment que « les luttes les plus radicales et les plus marquantes de la fin du xx<sup>e</sup> siècle », comme la place Tien-An-Men, la première Intifada, le soulèvement du Chiapas, ou les grandes grèves de 1995 en France et de 1996-1997 en Corée, ne se reconnurent pas un ennemi commun et « n'avaient pas un langage commun de combat ». Pourtant, et quoi qu'il en soit des autres luttes, la rébellion zapatiste et les grèves de 1995 en France eurent au moins un élément de langage politique commun, en identifiant le néolibéralisme comme leur ennemi. Ils ont ainsi contribué à former le renouveau de conscience anticapitaliste devenu visible à Seattle.

Hardt et Negri se rassurent avec la remarque suivante : « Peut-être l'incommunicabilité des luttes entre elles, leur défaut de structuration, les tunnels dans la communication, constituent-ils des points forts plutôt que des faiblesses, dans la mesure où tous ces mouvements sont immédiatement subversifs en eux-mêmes et n'attendent aucune aide extérieure ni extension pour garantir leur efficacité [...]. La constitution de l'Empire et la globalisation des rapports économiques et culturels, tout cela signifie que le centre virtuel de l'Empire peut être attaqué en n'importe quel point. Les préoccupations tactiques de la vieille école révolutionnaire deviennent ainsi totalement caduques. La seule stratégie de lutte concevable est celle d'un contre-pouvoir constituant émergeant du sein même de l'Empire »<sup>20</sup>. »

Ailleurs, Negri a retourné le vieil adage léniniste en affirmant que « le maillon faible du capitalisme est son maillon fort »<sup>21</sup>. Si c'était réellement le cas, si le capitalisme contemporain était réellement un espace lisse homogène dans lequel le pouvoir est uniformément distribué, alors toute perspective stratégique perdrait une quelconque pertinence. Mais c'est précisément faux. Les différentes parties du globe n'ont pas la même importance pour le capital. Aussi longtemps que la richesse naturelle de l'Afrique subsaharienne peut être exploitée par des moyens infects, de larges portions du continent peuvent être abandonnées aux quatre cavaliers de l'Apocalypse. Une toute petite part de la terre représente la concentration maximale de la richesse productive capitaliste – principalement l'Amérique du Nord, l'Europe, le Japon. Le processus décrit par Trotski comme un « développement inégal et combiné » conti-

nue à opérer dans le capitalisme contemporain, créant d'énormes concentrations de puissance et de richesse en certains points du système. Cette inégalité requiert une analyse stratégique pour identifier les points de vulnérabilité de l'adversaire et ses principales forces.

Une pensée stratégique est aussi nécessaire pour répondre à ce que Lénine appelait les « tournants brusques de l'histoire », les crises soudaines qui constituent des opportunités inattendues pour le mouvement révolutionnaire. Mais la vision de l'histoire chez Negri demeure étrangement abstraite. La multitude affronte éternellement le capital indépendamment des conditions spécifiques, des contradictions accumulées, des changements de rapports de force que les grands textes de la tradition marxiste s'appliquent au contraire à déchiffrer. Ce qui manque, c'est ce que Daniel Bensaïd appelle « la raison stratégique » : « L'art de la décision, du moment propice, de la bifurcation ouverte à l'espérance, est un art stratégique du possible. Non le rêve d'une possibilité abstraite, où tout ce qui n'est pas impossible serait possible, mais l'art d'une possibilité déterminée par la situation concrète : chaque situation étant singulière, l'instant de la décision est toujours relatif à cette situation, ajusté au but à atteindre »<sup>22</sup>. »

Ce type d'analyse stratégique est indissociable de l'effort pour identifier les acteurs du changement. Ici, Hardt et Negri ne nous disent pas grand-chose. C'est peut-être à leurs yeux l'un des avantages du concept de multitude : il permet de confondre les opprimés et les exploités avec une masse anonyme et amorphe sans localisation sociale déterminée. Ils célèbrent ainsi les immigrants et les réfugiés en faisant « de la désertion, de l'exode et du nomadisme » une force démocratique : « Un spectre hante le monde, c'est le spectre de la migration ». En transgressant les frontières nationales et en mélangeant les identités figées, la multitude formerait une nouvelle « cité terrestre » opposée à la corruption de la cité impériale »<sup>23</sup>.

Derrière cette incapacité à traiter sérieusement le problème de stratégie, Negri montre des signes inquiétants de rechute dans de vieilles erreurs. Il écrit ainsi : « Attribuer aux mouvements de la classe travailleuse et du prolétariat le rôle de transformer le paradigme du pouvoir capitaliste, c'est affirmer qu'ils s'approchent de leur libération à partir du mode capitaliste de production. Il faut se tenir à distance de ceux qui versent des larmes de crocodile sur la fin des accords corporatistes du socialisme national et du syndicalisme, tout comme de ceux qui pleurent sur la beauté perdue du temps jadis, et de toute nostalgie envers un réformisme social empreint du ressentiment des exploités et de la jalousie qui si souvent se cache derrière l'utopie »<sup>24</sup>. » Interpellé sur ce passage, Negri est allé jusqu'à décrire les syndicalistes comme de nouveaux koulaks et à exprimer sa propre nostalgie des années soixante-dix, quand une

jeunesse sans emploi s'attaquait aux travailleurs d'usine. L'hostilité envers la classe ouvrière organisée apparaît ainsi comme une constante de la pensée de Negri par-delà ses évolutions des deux dernières décennies. Il écrivait en 1981 : « La mémoire ouvrière est seulement le souvenir de l'aliénation passée... La transition communiste est au contraire une absence de mémoire<sup>25</sup>. » On comprend pourquoi il pouvait l'affirmer en dépit de ses dons incontestables d'historien de la pensée politique : toute tentative de confrontation critique avec son propre passé mettrait en évidence la faillite de l'autonomisme italien des années soixante-dix. Ce refus de revenir sur le passé n'est pas tant le signe d'un échec personnel que celui des limites inhérentes à son interprétation du marxisme.

L'autonomisme est une force politique vivante. Il n'existe pas, fort heureusement, d'équivalent contemporain des Brigades rouges. Mais l'idée d'une action exemplaire au nom des masses garde une certaine influence, que ce soit dans le culte du Black Block pour la violence urbaine ou dans les tactiques plus pacifiques des Tute Bianche. Dans des analyses comme celles de Hardt et de Negri, la classe travailleuse, qui demeure une force réelle en dépit des transformations de ces dernières années, soit se dissout dans la multitude amorphe, soit est dénoncée comme une aristocratie privilégiée du travail. Les activistes agissent au nom de la première en essayant de déborder ou d'affronter la seconde. Les manifestations de Gênes ont clairement montré les limites de l'autonomisme politique. Le vendredi 20 juillet, les Tute Bianche ont été attaqués par de forts contingents policiers et empêchés d'atteindre la zone rouge (le secteur fortifié de la vieille ville où siégeait le G8). Leur dirigeant Luca Casarini raconte : « Nous avons été agressés de sang-froid alors que notre manifestation était totalement pacifique. Nous avons été chargés d'abord avec des gaz lacrymogènes et des véhicules blindés bloquant toutes les issues possibles. Le vendredi après-midi l'enfer s'est déchaîné et des gens ont cru mourir lorsque les charges blindées ont commencé, lorsque nous avons entendu les premiers coups de feu, et nous avons réagi en nous réfugiant derrière des poubelles et en jetant des pierres<sup>26</sup>. »

Tout l'entraînement spécial et le harnachement des Tute Bianche ne pouvaient résister au pouvoir armé de l'État italien. Des milliers de manifestants, y compris certaines sections de la gauche révolutionnaire qui s'étaient jointes aux Tute Bianche, se sont trouvés réduits au rôle de spectateurs du champ de bataille. Avant Gênes, les Tute Bianche avaient proclamé la désuétude de la gauche traditionnelle : « Les zapatistes en ont fini avec le xx<sup>e</sup> siècle et avec l'image de la gauche européenne. Ils ont dépassé les antinomies classiques de la tradition politique du siècle écoulé : réforme contre révolution, avant-garde contre mouvement, intellectuels contre ouvriers, prise du pouvoir contre exode, violence contre non-violence. »

Après Gênes, Casarini, revenu à plus d'humilité, mettait en garde contre un retour au terrorisme du style des années soixante-dix : « Je le crains vraiment énormément. Il y a des individus et des petits groupes qui peuvent être tentés de s'ériger en avant-gardes armées [...] C'est l'abîme que nous pouvons découvrir dans les mois à venir, si nous ne changeons pas de direction »<sup>27</sup>. Casarini admettait alors que l'expérience des Tute Bianche semblait inadéquate pour affronter « la logique impériale » à laquelle nous sommes désormais confrontés. Il plaidait pour un déplacement de « la désobéissance civile » vers la désobéissance sociale. Si cela devait signifier un tournant vers le mouvement ouvrier, ce serait un pas en avant. Gênes a confirmé une vérité du marxisme classique que les Tute Bianche avaient voulu ignorer : seule la mobilisation de masse de la classe travailleuse organisée peut défier le pouvoir concentré de l'État capitaliste. Toni Negri est le principal théoricien de l'autonomisme. Nous sommes totalement solidaires de lui en tant que victime de l'État italien. Nous respectons sa constance en tant qu'intellectuel révolutionnaire. Il n'en demeure pas moins que l'influence de ses idées constitue un obstacle au développement d'un mouvement victorieux contre le capitalisme global dont il tente pourtant d'explorer les structures dans *Empire*.

Traduit de l'anglais par Samuel Liberman

1 Antoni Negri, *Marx Beyond Marx*, 1984, p. 56-57.

2 A. Negri, *Le Pouvoir constituant*, PUF, Paris, 1997, p. 429, 435.

3 *Ibid.*, p. 401.

4 *Ibid.*, p. 37, 40.

5 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, Éd. de Minuit, Paris, 1980, p. 512, 583.

6 Michael Hardt et Toni Negri, *Empire*, Cambridge, 2000, p. 31-32.

7 *Ibid.*

8 *Ibid.*, p. 43.

9 *Ibid.*, p. 23.

10 *Ibid.*, p. 43.

11 *Ibid.*, p. 180.

12 *Ibid.*, p. 259.

13 *Ibid.*, p. 268.

14 Mario Tronti, *The Labour Process and Class Strategies*, Londres, 1976, p. 104.

15 Hardt et Negri, *op. cit.*, p. 52.

16 Voir le symposium sur Robert Brenner dans la revue *Historical Materialism*, n° 4-5.

17 Mark Leonard, « The Left Should Love Globalization », *New Statesman*, 28 mai 2001.

18 Hardt et Negri, *op. cit.*, p. 52.

19 *Ibid.*, p. 400, 406.

20 *Ibid.*, p. 58, 59.

21 Titre de la communication faite par Negri *in absentia* lors du colloque « Vers une politique de la vérité. La renaissance de Lénine », Kulturwissenschaft Institut d'Essen, 3 février 2001.

22 Daniel Bensaïd, *Les Irréductibles*, Textuel, Paris, 2001, p. 20.

23 A. Negri, « L'Empire, stade suprême de l'impérialisme », *Le Monde diplomatique*, janvier 2001.

24 Cité par S. Whright, « Negri's Class Analysis », *Reconstruction* n° 8, 1996.

25 *Ibid.*

26 Interview à *La Repubblica*, 3 août 2001.

27 *Ibid.*